

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
GENERALE
T/OBS.4/58
10 juillet 1959
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

PETITIONS CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

Observations du Gouvernement du Royaume-Uni,
Autorite administrante

<u>Section</u>	<u>Pages</u>
1. Pétition de H.R.H. Galabe II de Nepagahyitmi (Baligham) (T/PET.4/164/Add.1)	2
2. Pétitions du Secrétariat national de "One Kamerun" (O.K.) à Kumba (T/PET.4/175)	2
3. Deux pétitions concernant l'arrestation de Jean Djomo (T/PET.4/176)	3
4. Pétition du Comité de "One Kamerun" à M'Bouda Quartier, Kumba (T/PET.4/177)	4

1. Pétition de H.R.H. Galabe II de Nepagahyitmi (Baligham) (T/PET.4/164/Add.1)

L'Autorité administrante estime qu'il a été satisfait aux vœux du pétitionnaire, pour autant qu'il est possible de le faire sans nuire aux intérêts du domaine. Le café du domaine commence à être connu dans les milieux commerciaux comme provenant du "Santa Estate" et supprimer complètement le mot "Santa" pourrait prêter à confusion et être la cause de pertes pour le domaine.

2. Pétition du Secrétariat national de "One Kamerun" (O.K.) à Kumba (T/PET.4/175)

Les observations ci-après suivent la numérotation des paragraphes de la pétition.

1. Aucune mesure arbitraire d'arrestations massives n'a été prise contre les membres du parti "One Kamerun" (O.K.). S'il se trouve que des membres de ce parti ont été arrêtés, c'est qu'ils avaient contrevenu à des dispositions précises de la loi et non parce qu'ils étaient membres du parti O.K., qui n'est pas une organisation illégale. Les seules personnes qui ont été renvoyées au Cameroun français sont des immigrants indésirables qui avaient pénétré clandestinement sur le Territoire du Cameroun sous administration britannique, des personnes rapatriées sur ordre des tribunaux après avoir été reconnues coupables et condamnées à des peines d'emprisonnement et des personnes déportées d'ordre du Gouverneur général en Conseil. Dans ce dernier cas, les intéressés ont d'abord été autorisés à prendre des dispositions en vue de se rendre ailleurs s'ils le désiraient. Janvier Noubi a été expulsé comme immigrant indésirable.

2. Aucune difficulté n'a été créée à quiconque souhaitait assister à la treizième session de l'Assemblée générale; en fait, M. Ntumazah y était présent en qualité de représentant du parti O.K.

3. M. Jean Djomo, qui, sans doute, est le trésorier du parti O.K. dont il est fait mention, a été arrêté et accusé d'être membre d'une association illégale, l'UPC, qui est interdite. Il avait en sa possession la somme de 43.790 francs FEA; cette somme étant de beaucoup supérieure à celle qu'autorise le règlement du contrôle des changes, les fonds ont été confisqués en attendant que M. Djomo puisse prouver aux autorités qu'il n'avait pas contrevenu au règlement. Il a pu le faire et les francs lui ont été rendus.

4. Le Cameroun méridional n'a pas été "envahi" par l'armée ni par la police. En décembre 1958, une compagnie et la musique du Queens Own Nigeria Regiment ont séjourné au Cameroun méridional pour participer aux fêtes commémoratives du "Victoria Centenary". Elles sont restées dans le Territoire une quinzaine de jours. Au mois de janvier 1959, des forces de police supplémentaires ont été transférées provisoirement au Cameroun méridional pour remplacer à leurs postes habituels des Camerounais du sud qui devaient être affectés à d'autres fonctions à l'occasion des élections générales de la Chambre d'assemblée. Cette mesure était nécessaire, car l'effectif normal n'aurait pas permis d'affecter ne serait-ce qu'un policier à chaque bureau de vote. Les forces de police supplémentaires ont quitté le Territoire après les élections. Il n'y a pas de "police secrète"; tous les agents, en uniforme ou en civil, sont des membres réguliers de la police nigérienne.

5. Aucun parti politique n'a bénéficié de facilités spéciales de la part de la police pendant les élections générales. Les policiers ont assuré l'ordre normalement aux réunions publiques mais n'ont accompagné aucun candidat dans sa campagne électorale.

6. Les bruits dont il est question dans la pétition, s'ils ont circulé, sont sans fondement et aucune des personnes mentionnées n'a été arrêtée. "La voix du Cameroun" n'est pas une publication interdite et nul n'a été poursuivi ou inquiété de quelque manière pour l'avoir eue en sa possession ou l'avoir lue.

3. Deux pétitions concernant l'arrestation de Jean Djomo (T/PET.4/176)

Les circonstances de l'arrestation de Jean Djomo et de la confiscation de certains fonds trouvés alors en sa possession ont été exposées dans les observations présentées au sujet de la pétition T/PET.4/175^{1/}. Il n'y avait aucun lien entre l'arrestation de M. Djomo et la confiscation des fonds (qui lui ont été rendus) et le désir du parti "One Kamerun" d'envoyer un représentant à la treizième session de l'Assemblée générale. Il n'a été créé de difficulté à aucune personne désireuse d'assister à cette session et, en fait, un représentant du parti y était présent. Au Cameroun sous administration britannique nul n'a été détenu, emprisonné ou déporté sans motif valable.

1/ Voir section 2 du présent document.

4. Pétition du Comité de "One Kamerun" à M' Bouda Quartier, Kumba (T/PET.4/177)

Il n'y a eu aucune arrestation arbitraire au Cameroun sous administration britannique. Les circonstances de l'arrestation de Jean Djomo sont exposées dans les observations présentées au sujet de la pétition T/PET.4/175^{1/}. David Tchinda a été arrêté parce qu'il avait en sa possession des publications dont l'entrée dans le Territoire était interdite. Il a été mis en liberté sous caution et est en instance de jugement. On ignore tout de Lakadjin Maurice et Mbaha Luc; aucun d'eux n'a été arrêté au Cameroun sous administration britannique.

1/ Voir section 2 du présent document.